

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
CS 70 004
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 13/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BERNARDY

Route de Guillaucourt
Chemin du Tour de Ville
80131 Harbonnières

Références : VAT20250344
Code AIOT : 0010000008

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2025 dans l'établissement BERNARDY implanté 12 route de Tours Launay 18100 Thénieux. L'inspection a été annoncée le 05/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BERNARDY
- 12 route de Tours Launay 18100 Thénieux
- Code AIOT : 0010000008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société BERNARDY (Groupe Isaltis) exploite sur la commune de Thénieux une usine de fabrication de produits chimiques.

La société BERNARDY a été autorisée à poursuivre l'exploitation de son usine par l'arrêté préfectoral du 19 mars 1999 modifié notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 5 août 2005, 11 juin 2009, 9 novembre 2016, 4 décembre 2023.

L'installation est SEVESO seuil bas par dépassement direct des seuils des rubriques 4510, 4130.2 et 4440.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 a)	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
4	Résultats de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 e)	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
6	Etat de surface	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
7	Contenu du rapport d'analyse	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3 d)	/	Demande d'action corrective	2 mois
8	Réserves suffisantes de produits de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I.2.b)	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 2.10	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 b)	Susceptible de suites	Sans objet
5	Gestion hydraulique	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7 I 2) a)	Susceptible de suites	Sans objet
9	Réalisation d'une analyse en Legionella pneumophila [...]	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I.1.c)	/	Sans objet
10	Protection des personnels	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 4.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 2.10
Thème(s) : Risques accidentels, TAR
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 16/12/2021 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>[...]</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de</p>

<p>liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants) avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 16/12/2021, il a été constaté que des produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sont stockés sans rétention dans le local attenant à la Tour Aéroréfrigérante (TAR).</p> <p>Lors de la visite du 24 juin 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les fûts de produits utilisés pour le fonctionnement de la Tour Aéroréfrigérante (TAR) sont stockés dans le local de la tour sur des rétentions appropriées.</p> <p>En effet, l'inspection a constaté que les trois produits utilisés pour le fonctionnement de la TAR sont associés à trois rétentions différentes d'environ 220 litres chacune :</p> <ul style="list-style-type: none"> • WL15L : (Biocide non oxydant avec effet biodispersant en traitement choc 5 bidons de 20 litres, • W17L : (Biocide oxydant) 2 bidons de 20 litres, • W270L : (Anti tartre - Anti corrosion) 6 bidons de 20 litres pleins et un fond de bidon; <p>Pas d'écart constaté lors de la visite, la non-conformité est levée</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Analyse méthodique des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 a)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, TAR</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/12/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;

- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

[...]

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 16/12/2021, il a été constaté que la fréquence minimale de 2 ans pour la révision de l'AMR n'est pas respectée.

Lors de la visite du 24 juin 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'analyse méthodique des risques (AMR) a été mise à jour le 15 septembre 2023 par la société "Bureau Véritas".

Lors de la visite, l'inspection a constaté que :

- l'AMR a bien été mise à jour depuis moins de deux ans, cependant elle n'a pas été révisée suite au changement de la stratégie de traitement mise en place par BABCO (janvier 2023),
- l'AMR décrit l'installation et son schéma de principe (synoptique du système de refroidissement) ainsi que ses conditions d'aménagement,
- l'AMR décrit les points critiques liés à la conception de l'installation ainsi qu'un plan d'amélioration,
- l'AMR mentionne que la description du mode d'exploitation n'intègre pas l'arrêt du circuit le week-end (qui n'était pas réalisé avant janvier 2023).
- l'AMR mentionne les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles et notamment les éventuelles mesures compensatoires.

Lors de la visite du 24 juin 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que la stratégie de traitement va de nouveau être modifiée après l'arrêt estival de la TAR.

<p>L'inspection rappelle à l'exploitant que l'AMR doit être révisée à minima tous les deux ans et en cas de changement de stratégie de traitement.</p> <p>Constat : L'AMR n'a pas été révisée suite au changement de la stratégie de traitement mise en place par BABCO. L'exploitant complète la révision de l'AMR avec la mise à jour du mode d'exploitation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Plan de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 b)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, TAR</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/12/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 16/12/2021, il a été constaté que le plan de surveillance n'est pas respecté et est incomplet en ce qui concerne le suivi du TH de l'eau d'appoint et de l'eau de refroidissement.</p> <p>Lors de la visite du 24 juin 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que le plan d'entretien a été mis à jour lors du changement de stratégie (mise à jour du 19 septembre 2022).</p> <p>L'inspection a constaté que cette version du plan de surveillance précise les indicateurs de suivis mis en place, les consignes d'exploitation et les actions curatives et correctives immédiates à</p>

<p>mettre en œuvre en cas de dérive (produit à utiliser et quantités nécessaires). L'inspection a constaté que le TH est bien mentionné dans les paramètres à suivre (mesures journalière) et que des actions correctives sont prévues en cas de dérive.</p> <p>Pas d'écart constaté lors de la visite, la non-conformité est levée</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Résultats de l'analyse des légionelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 e)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, TAR</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/12/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Transmission des résultats à l'inspection des installations classées : Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 16/12/2021, il a été constaté que les résultats d'analyse ne sont pas transmis à l'inspection via GIDAF dans un délai de 30 jours à compter de la date du prélèvement.</p> <p>Lors de la visite du 24 juin 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les résultats d'analyse des légionelles ne sont pas toujours transmis dans un délai de 30 jours à compter de la date de prélèvement.</p> <p>En effet, les résultats du prélèvement du 23 avril 2024 ont été transmis le 31 mai 2024, ceux du prélèvement du 8 octobre 2024 ont été transmis le 3 décembre 2024 et ceux du prélèvement du 16 décembre 2024 ont été transmis le 21 janvier 2025.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les retards de transmission des résultats d'analyse des légionelles peuvent s'expliquer par les délais des laboratoires à transmettre les résultats et aux périodes où l'agent responsable des transmissions est en congés.</p> <p>Afin de palier à ce manquement, l'exploitant a proposé à l'inspection que les résultats des analyses légionelles soient directement transmis sur GIDAF par le laboratoire.</p> <p>Constat : Les résultats d'analyse des légionelles ne sont pas transmis dans un délai de 30 jours à compter de la date de prélèvement, la non-conformité est maintenue</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Gestion hydraulique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7 I 2) a)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/12/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de lutter efficacement contre le biofilm sur toutes les surfaces en contact avec l'eau circulante dans l'installation et de garantir l'efficacité des traitements mis en œuvre, l'exploitant s'assure d'une bonne gestion hydraulique dans l'ensemble de l'installation.</p> <p>Annexe 1 - 3.7 I 1 a) de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 : [...] Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 16/12/2021, le constat suivant est formulé : Mettre à jour le plan d'actions annexé à l'AMR quant aux actions engagées et prévues pour la gestion des bras morts.</p> <p>Lors de la visite du 24 juin 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'AMR actualisée en septembre 2023 indique que le mode de fonctionnement normal des installations ne génère pas de bras mort d'exploitation grâce à l'alternance des pompes de circulation et isolement de l'ancien filtre à sable. Cependant, dans le cas de modifications des modalités d'exploitation du site, l'AMR préconise d'identifier les possibilités de bras morts d'exploitation susceptibles d'être générés et de s'assurer d'une gestion adaptée visant à réaliser une purge ou une circulation forcée au moins une fois par semaine dans les parties concernées.</p>

Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection le synoptique de la TAR sur lequel il est identifié deux points pouvant-être des bras morts en cas de non-respect du plan d'entretien :

- le premier se situe au niveau des deux pompes mais l'exploitant a indiqué qu'une seule pompe est en fonctionnement et que lorsque la pompe est arrêtée, la vanne est fermée et le réseau se vidange par gravité,
- le second se situe au niveau du by-pass adoucisseur, l'exploitant a indiqué qu'une manipulation de la vanne est réalisée une fois par semaine afin de gérer ce bras mort.

L'exploitant doit évaluer la criticité bras mort au niveau du by-pass de l'adoucisseur en fonction de la surface du bras mort (surface stagnante) par rapport au volume du circuit et du caractère aléatoire ou programmé de la remise en circulation. En fonction de cette évaluation, l'exploitant pourrait utilement faire des analyses en légionelles dans l'eau du bras mort remise en circulation dans le circuit. **Pas d'écart constaté, la non-conformité est levée. L'inspection formule un nouveau constat.**

Constat : L'exploitant doit évaluer la criticité bras mort au niveau du by-pass de l'adoucisseur en fonction de la surface du bras mort (surface stagnante) par rapport au volume du circuit et du caractère aléatoire ou programmé de la remise en circulation. En fonction de la criticité évaluée, L'exploitant pourrait utilement faire des analyses en légionelles dans l'eau du bras mort remise en circulation dans le circuit et doit mettre en œuvre les actions correctives si besoin.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etat de surface

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2

Thème(s) : Risques chroniques, TAR

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/12/2021
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.

Constats :

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 16/12/2021, le constat suivant est formulé : l'exploitant ne réalise pas un entretien régulier de la tour visant à assurer un bon état de surface.

Lors de la visite du 24 juin 2025, l'inspection des installations classées a constaté des traces de corrosion sur la TAR.

L'inspection a également constaté que les fixations de la partie haute de la tour sont en mauvais état.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que la TAR a été nettoyée et repeinte en 2023 et qu'une opération annuelle de maintenance est réalisée annuellement lors de la période de fermeture

<p>estivale.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection les photos "avant/après" afin de justifier de l'entretien réalisé en août 2024.</p> <p>Constat : L'exploitant justifiera de la remise en état de la TAR</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Contenu du rapport d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.1.3 d)</p>
<p>Thème(s) : Autre, Surveillance de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :</p> <ul style="list-style-type: none"> • coordonnées de l'installation ; • date, heure de prélèvement, température de l'eau ; • date et heure de réception de l'échantillon ; • date et heure de début de l'analyse. • nom du préleveur ; • référence et localisation des points de prélèvement ; • aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ; • pH, conductivité et turbidité de l'eau « mesurés » au lieu du prélèvement ; • nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...) ; • date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés. <p>[...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 24 juin 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les rapports d'analyse de légionelles sont incomplets.</p> <p>En effet, l'inspection a consulté par échantillonnage les rapports des analyses en légionelles</p>

réalisées en 2024.

L'inspection a constaté que :

- ces rapports ne mentionnent pas toujours la date de la dernière injection de biocide ni la nature (dénomination commerciale et molécule) et le dosage des produits injectés,
- le nom du préleveur n'est pas précisé sur le rapport du 17 octobre 2024,
- les coordonnées du site ne sont pas renseignés.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il va faire un rappel au traiteur d'eau et au laboratoire d'analyse sur les informations attendues dans les rapports d'analyses de légionelle.

Constat : les rapports d'analyse en légionelle sont incomplets

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Réserves suffisantes de produits de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I.2.b)

Thème(s) : Risques chroniques, TAR

Prescription contrôlée :

Traitement préventif :

[...].

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.

[...].

Constats :

Lors de la visite du 24 juin 2025, l'inspection des installations classées l'exploitant a constaté que l'AMR révisée en 2023 mentionne les stocks minimum à avoir sur site ci-dessous :

Produits	Quantité minimale	Fonction
W270L	44kg (soit 2 bidons)	Antitartre / anticorrosion à effet dispersant
W17L	48kg (soit 2 bidons)	Biocide oxydant en traitement continu
W15L	20kg (soit 1 bidon)	Biocide non oxydant avec effet biodispersant en

		traitement choc)
<p>L'inspection a également constaté que ces quantités minimales sont reprises dans la fiche de la procédure "Suivi TAR" (FS TAR 010), qui indique également le nombre de bidons minimal correspondant à ces quantités.</p> <p>Lors de la visite du 24 juin 2025, l'inspection des installations classées a constaté sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 8 bidons de "W270L", • 2 bidons de 25kg de "W17L", • 7 bidons de 20kg de "W15L" <p>Constat : L'exploitant justifiera de la réception de W17L permettant de maintenir le stock minimal de produit de traitement pour faire face à des irrégularités d'approvisionnement.</p>		
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective		
Proposition de délais : 2 mois		

N° 9 : Réalisation d'une analyse en Legionella pneumophila [...]

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I.1.c)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...].</p> <p>Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en Legionella pneumophila est réalisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 24 juin 2025, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées la fiche de suivi de "L'entretien annuel préventif" réalisé lors de l'arrêt estival de la Tour.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté sur cette fiche que la TAR a été redémarrée le 15 août 2024 et qu'un prélèvement a été réalisé le 20 août 2024.</p> <p>Pas d'écart constaté lors de la visite</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Protection des personnels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 4.2

Thème(s) : Risques chroniques, TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation, des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ; <p>[...].</p> <p>Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment. [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 24 juin 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'obligation du port du masque est signalée de manière visible.</p> <p>L'inspection a également constaté que l'exploitant tient des masques à disposition du personnels intervenant et l'intérieur ou a proximité de l'installation.</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un paquet de masques "FFP3" valables jusqu'au mois d'avril 2028.</p> <p>Pas d'écart constaté lors de la visite</p>
Type de suites proposées : Sans suite